

Lettre aux parents

Madame, Monsieur,

Dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle du 8 octobre, nous voulons réaffirmer que l'École et plus généralement les Services Publics ne sont pas un coût mais un investissement pour vos enfants parce qu'ils permettent de construire une société plus juste et plus solidaire.

Le choix du gouvernement de réduire de 50 milliards le budget de l'Etat a des conséquences très concrètes sur l'école. En effet, les postes prévus dans le budget 2016 compenseront à peine l'augmentation du nombre d'élèves et ne permettront donc pas d'améliorer leurs conditions d'apprentissage.

Pourtant notre pays a les moyens d'avoir une politique éducative ambitieuse à même de lutter contre les inégalités scolaires et de permettre la réussite de tous les élèves.

Il serait par exemple possible de recruter 20 000 enseignants supplémentaires dans les écoles, si on baissait d'à peine plus de 1% les réductions fiscales faites aux entreprises, et qui n'ont pas d'incidences réelles sur la création d'emplois. De quoi réellement améliorer les conditions d'enseignement des élèves en baissant les effectifs des classes et assurer le remplacement des enseignants absents. De quoi aussi reconstituer des réseaux d'aides dotés d'enseignants spécialisés pour mieux combattre l'échec scolaire et améliorer la formation continue des enseignants.

En France, les dotations versées par l'Etat aux communes sont en baisse très importante. Cela aura des répercussions négatives sur l'école : entretien, rénovation ou construction des locaux scolaires, achat de mobilier, de matériel pédagogique et de fournitures, équipement informatique... ou encore sur le nombre de sorties scolaires possibles comme sur le nombre d'intervenants sportifs ou culturels dans les classes et d'ATSEM en maternelle. Cela a déjà des conséquences sur les familles avec, dans trop de communes, l'augmentation des tarifs de la restauration scolaire et des activités périscolaires.

A l'étranger, depuis 2012, la priorité à l'éducation, mesure phare du quinquennat Hollande, n'a trouvé d'autre traduction que la baisse des crédits à l'Agence en 2014 et 2015, le maintien du plafond d'emplois des détachés, l'augmentation des effectifs par classe, le blocage des enveloppes indemnitaires et de celle des bourses scolaires.

La dégradation des missions de service public et le démantèlement du réseau se sont poursuivis, à travers les fermetures ou les déconventionnements d'établissements qui ont entraîné l'envolée des frais de scolarité (+47% en 5 ans) et la précarisation des personnels : 700 enseignants titulaires travaillent dans le réseau en contrat local sans possibilité de détachement ni perspectives.

Oui, l'école de vos enfants mérite bien mieux que l'austérité.

C'est pour cela que les enseignants participent à la journée d'action interprofessionnelle du 8 octobre pour exiger un service public d'éducation de qualité, des moyens pour l'école et pour ses enseignants.

Nous comptons sur votre compréhension et sur votre soutien.

Les enseignants de l'école